



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Italie

Budget voté au Sénat avec baisses de charges et d'impôts

Le Sénat italien a adopté, vendredi, un budget 2024 qui sacrifie l'investissement au profit d'allègements de cotisations sociales et de baisses d'impôts, pour ...

• (Page 08)

Quotas pétroliers

En désaccord, l'Angola se retire de l'OPEP

L'Angola a décidé de se retirer de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), sur fond de désaccord ...

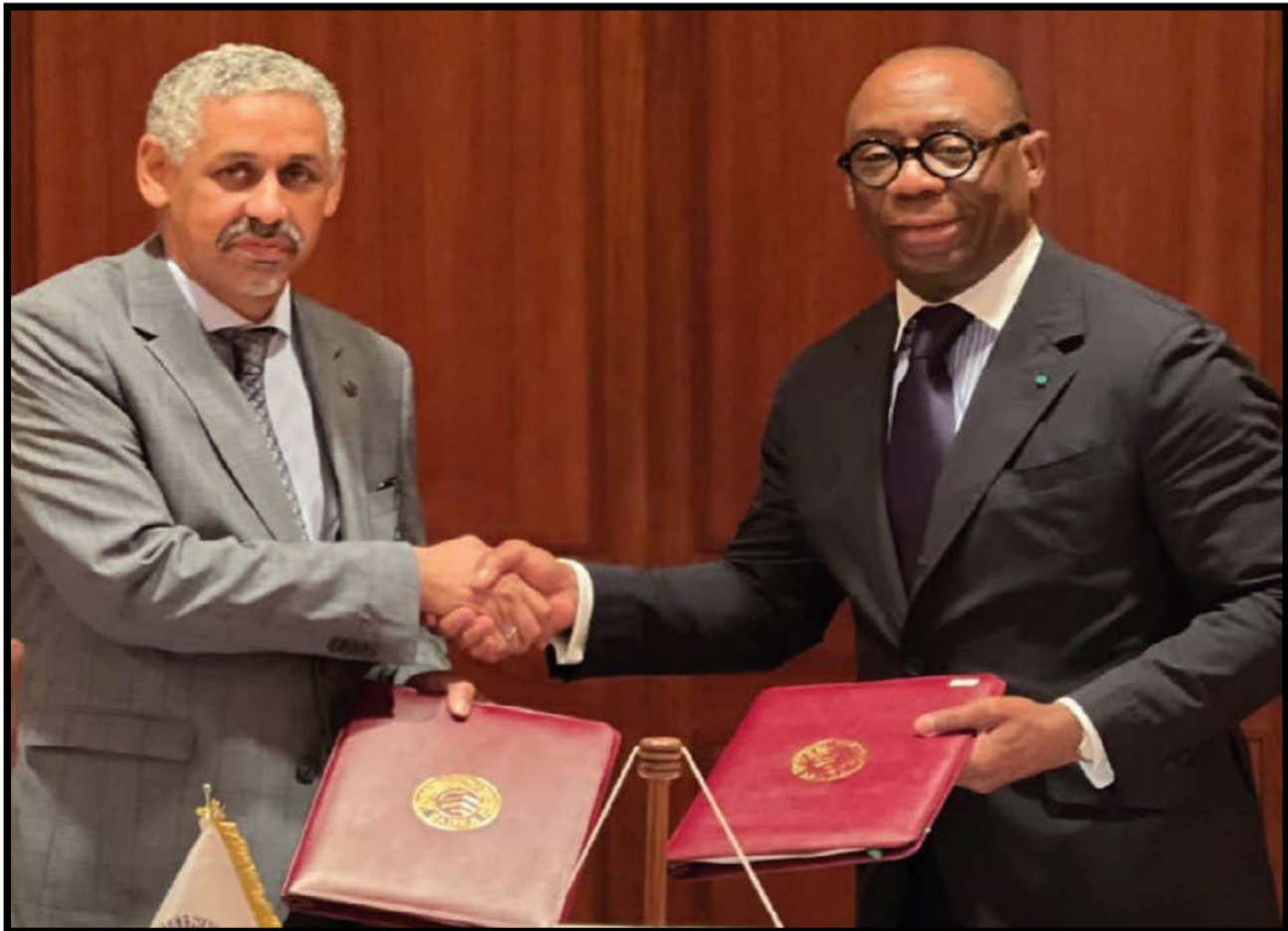
• (Page 08)



Banque de développement

La BADEA entre au capital de la BOAD

• (Page 03)



Togo / Loi de finances, exercice 2024

• (Page 02)

Le parlement consolide la résilience socioéconomique

Incendie du marché d'Agoè-Assiyé

Le Président de la République solidaire des commerçants

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a reçu en audience, ce 22 décembre 2023, une ...

• (Page 04)

Côte d'Ivoire

Tidjane Thiam 3ème président élu du PDCI

Tidjane Thiam a été élu hier président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) avec plus de 96% des voix lors d'un congrès à ...

• (Pages 06)

Togo/HCRRUN

Plus de 3600 victimes touchées en 2023

Le haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN), dans sa mission d'indemnisation, a touché 3604 victimes pour le compte de ...

• (Page 04)

Bas-Mono/ Droit à l'identité

Des acteurs communautaires sensibilisés à Afagnan

Le ministère des Droits de l'homme, de la Formation à la citoyenneté, des Relations avec les institutions de la République a organisé le ...

• (Page 11)

FIBREZ SANS FRAIS

ACTUELLEMENT LA BOX FIBRE ET L'INSTALLATION SONT OFFERTES*

8866 www.canalbox.tg

* Paiement du premier forfait mensuel à la souscription.

CANALBOX PRENEZ LE MONDE DE VITESSE

Loi de finances, exercice 2024

Le parlement consolide la résilience socioéconomique

Au Togo, les réformes courageuses orientées vers l'accroissement des recettes, la solidification des structures de l'Etat, la stabilisation des comptes publics s'inscrivent dans l'optique d'une amélioration durable du niveau de vie des populations.

• Wilson Lawson

Le 22 décembre 2023, la loi de finances, exercice 2024, prenant en compte, les aspects stratégiques évoqués, a été votée à l'unanimité par les députés sous la présidence de Yawa Djigbodji Tsègan, Présidente de l'Assemblée nationale. La séance s'est déroulée en présence de Sani Yaya, ministre de l'économie et des finances et de Christian Trimua, Ministre, Secrétaire général du gouvernement. Le budget exercice 2024 s'équilibre en ressources et en charges à 2179 125 009 000 de francs CFA contre 1975 542 463 000 de francs CFA au titre de l'exercice 2023 soit une hausse de 10,3 %, en dépit du contexte économique international dû aux séquelles de la pandémie de Covid-19, à la poursuite du conflit russo-ukrainien, aux nouveaux fronts géopolitiques ouverts au Proche-Orient avec la guerre entre Israël et le Hamas. Dans cet élan, le budget 2024 consacre 48% des ressources à la promotion de l'inclusion et au développement du capital humain alloués aux ministères et institutions contre 44,4% en 2023. Il prévoit 30,1% à la transformation économique et 21,9% au renforcement de l'Etat. En ce qui concerne les priorités du gouvernement, elles seront axées sur la poursuite de l'exécution des projets et programmes de la Feuille de route gouvernementale (FdR), du soutien à la résilience de l'économie et aux couches les plus vulnérables, du financement



des élections législatives et régionales, de la défense de l'intégrité du territoire national et la consolidation de la paix exception non faite entre autres des secteurs tels la santé, les travaux publics, l'économie maritime, la pêche, le secteur agricole, l'économie numérique, le commerce et l'industrie, la couverture santé universelle, le tourisme et la culture, les sports et les loisirs. Pour la réalisation de ces priorités, au titre des grandes orientations, les domaines de propositions des réformes visent entre autres, la mobilisation optimale des ressources nationales, la priorisation des mesures fiscales à caractère social, la simplification des procédures fiscales, la digitalisation et les paiements en ligne au niveau du Trésor public et de l'OTR, la reformulation et le réajustement de certaines dispositions fiscales. Ces mesures et réformes proposées au titre de la loi de finances, exercice 2024, visent à doter l'Etat et les collectivités territoriales, des moyens nécessaires pour assurer le financement du développement et poursuivre

les actions de lutte contre la flambée des prix en vue de renforcer la résilience de la population. Elles prennent également en compte les pré-occupations du secteur privé et la poursuite de l'amélioration du climat des affaires. « Je voudrais à ce stade, saluer le leadership du Chef de l'Etat pour l'atteinte, de ses résultats encourageants, je voudrais par ailleurs une fois encore remercier tous les partenaires au développement qui soutiennent le gouvernement pour la mise en œuvre des différentes réformes et l'amélioration des conditions de vie de nos populations à travers leurs financements et appuis multiformes. Je voudrais particulièrement remercier le Fonds monétaire international avec qui nous venons de conclure un service avec nos programmes pour la période 2024-2027 au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) d'un montant d'environ 400 millions de dollars à taux nul qui permettra de répondre aux besoins en matière d'inclusion et de sécurité nationale », a déclaré Sani Yaya, ministre de l'économie et des finances.

Image du jour



Lancement officiel des championnats scolaire & universitaire 2023-2024 à Aného ce 22 décembre 2023.

AUX DECIDEURS...

Emprunter de l'argent en période de fêtes

À l'approche des fêtes de fin d'année, il peut être tentant de baisser votre garde financière et de profiter des prochaines vacances. Mais c'est aussi le bon moment pour réfléchir à votre portefeuille financier afin de ne pas vous enliser davantage dans le gouffre de la dette.

Les recherches de Bomikazi Zeka, professeure adjoint en finance et planification financière, Université de Canberra, en finance et en planification financière visent à comprendre les voies qui mènent à l'autonomisation économique et à améliorer la sécurité financière, y compris le rôle de la dette et des autres produits financiers. Il peut y avoir des cas où l'utilisation d'une carte de crédit peut être absolument nécessaire (par exemple si vous effectuez une réservation de voyage). Mais la plupart du temps, si vous empruntez pour payer des dépenses régulières, augmenter votre limite de crédit ou utiliser une carte de crédit (ou emprunter de l'argent à votre famille) pour rembourser une dette existante, il peut être intéressant de prendre en compte ces quatre conseils pour emprunter de l'argent.

Il est bon de savoir quel montant de dette il est acceptable de détenir. Il n'y a pas de réponse facile à cette question, car la situation financière de chacun est unique – et cela déterminera le montant de la dette sur lequel chacun devra s'endetter. Faire cette évaluation nécessite de connaître votre capacité à rembourser vos dettes. En d'autres termes, le montant de la dette que vous contractez doit être guidé par votre capacité à la rembourser confortablement.

Soyez pointilleux sur la personne à qui vous empruntez de l'argent. Les institutions financières, telles que les banques ou autres prêteurs formels, sont les sources d'emprunt les plus populaires car les conditions d'emprunt, les frais et les taux d'intérêt peuvent être déterminés à l'avance. De plus, emprunter auprès d'une institution financière réglementée et reconnue contribue à établir une cote de crédit et, aussi contre-intuitif que cela puisse paraître, il faut s'endetter pour s'endetter. Si vous devez contracter un prêt plus important à l'avenir, comme un prêt hypothécaire ou un financement automobile, alors avoir un prêt auprès d'une institution financière réglementée aide à déterminer votre pointage de crédit. Votre historique de paiement, les informations de votre compte, les montants dus et la durée pendant laquelle le compte est actif sont enregistrés. Cela peut donner une bonne indication de votre capacité à honorer un futur engagement de dette.

Il existe des sources d'emprunt que vous devriez éviter. Il existe de nombreuses façons et endroits où emprunter de l'argent, mais tous ne sont pas conseillés. Il est courant (et parfois culturellement accepté) d'emprunter à des amis ou à la famille. Mais presque tous ceux qui ont emprunté la voie de l'emprunt auprès de leurs proches savent que cela peut potentiellement ruiner les relations lorsque les conditions de remboursement ne sont pas respectées. Les amis et la famille ne facturent pas d'intérêts et ont tendance à être plus flexibles que les institutions financières formelles. Mais emprunter à vos proches peut mettre à rude épreuve une relation – et même y mettre fin.

Soyez scrupuleux quant à la raison pour laquelle vous empruntez de l'argent. La dette peut être utilisée pour acheter presque n'importe quoi, d'une tasse de café à des articles coûteux comme une voiture ou une maison. Cependant, tout ce qui n'a pas une valeur monétaire significative ou qui est motivé par la consommation – comptes de vêtements, de divertissement ou d'appareils électroménagers – ne devrait pas être financé par l'endettement. En effet, les intérêts ou les frais du crédit utilisés pour acheter des biens consommables sont souvent supérieurs à la valeur du consommable lui-même.

Lorsque vous achetez quelque chose par le biais d'une dette, il est utile de vous demander si l'achat vaut les intérêts qui y sont attachés et les revenus futurs dont vous aurez besoin pour rembourser la dette. Savoir quel montant vous devriez avoir, où l'acquérir et à quoi l'utiliser peut faire une énorme différence pour votre bien-être financier. Même si elle a son utilité, la dette peut rapidement devenir une pente glissante lorsqu'elle n'est pas gérée de manière appropriée et cohérente. Si vous ne savez pas comment utiliser vos dettes, il est toujours préférable de demander l'aide d'un conseiller financier professionnel.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

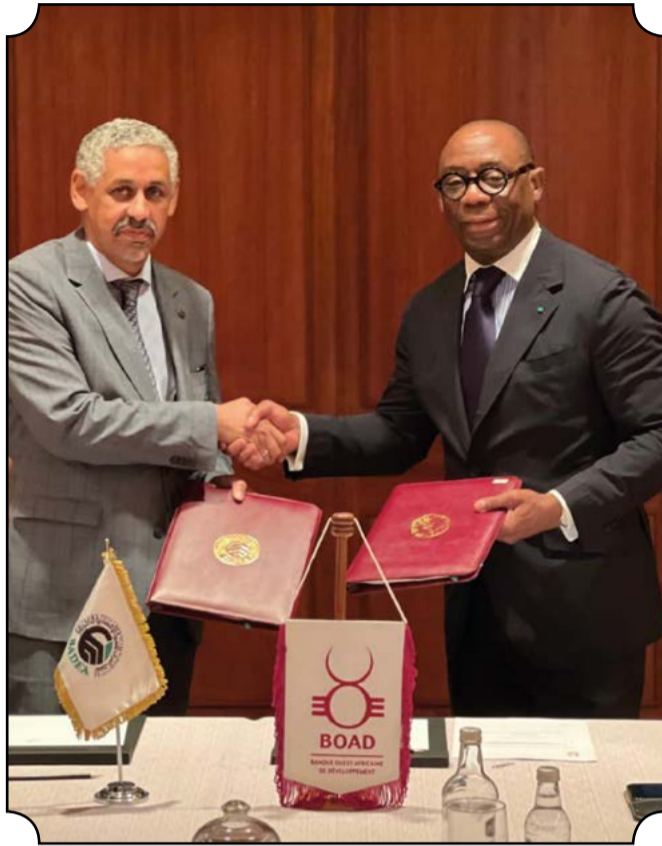
Banque de développement

La BADEA entre au capital de la BOAD

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) annonce, le 21 décembre 2023, l'entrée dans son capital, de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA).

• Joël Yanlo

L'arrivée de la BADEA comme nouvel actionnaire, intervient 10 ans après l'entrée du Royaume du Maroc au capital de la BOAD en 2013. Elle s'est faite à la suite de nombreux échanges qui se sont déroulés au cours de ces deux dernières années. C'est la matérialisation de l'excellence des relations qu'entretiennent nos deux institutions mais aussi le fruit de la parfaite concordance de vues entre le Directeur Général de la BADEA, mon ami et frère M. Sidi Ould TAH à qui je souhaite rendre un hommage appuyé. J'adresse toutes mes félicitations à nos équipes techniques respectives » s'est réjoui Serge Ekué, président de la BOAD. L'entrée au capital de la BOAD par la BADEA est devenu une réalité, après avis favorable du Conseil d'Administration de la Banque



capital de la BOAD. Cette entrée ouvre la seconde phase du projet d'augmentation de capital de la Banque, dont la première phase a été bouclée en décembre 2022 pour un montant de 554, 382 milliards FCFA. L'opération d'augmentation du capital de la BOAD dénommée projet Peninsula est dimensionnée en deux phases : une première phase portant sur l'émission d'actions réservées aux actionnaires actuels de la Banque, et une seconde portant sur une émission d'actions ouvertes à de nouveaux actionnaires dont l'ad-

hésion devrait être approuvée par le Conseil des Ministres, conformément aux statuts de la BOAD. L'entrée de la BADEA au capital de la Banque en qualité d'actionnaire de catégorie B (actionnaires non régionaux), s'inscrit dans cette deuxième phase, et porte sur un montant de 30 millions de dollars US, soit 18,4794 milliards FCFA. Cette participation équivaut à 1,20% du capital social souscrit de la BOAD, permettant à cette institution de premier ordre d'obtenir un siège au sein de son Conseil d'Administration. Créée

le 28 novembre 1973 et opérationnelle depuis mars 1975, la BADEA dont le siège se trouve à Khartoum (Soudan), est un organisme financier ayant pour objectif d'être une « banque mondiale pour les africains » et regroupant 18 pays membres dont l'Arabie Saoudite, le Koweït, l'Irak, la Lybie, les Emirats Arabes Unis et le Qatar. Elle est notée Aa2 avec une perspective positive par l'agence MOODY'S. Les deux institutions entrent désormais dans une nouvelle ère de leur longue coopération, jusqu'à présent marquée par la mise à disposition par la BADEA de ressources à des conditions préférentielles, et par le cofinancement de nombreux projets d'infrastructures au sein des pays de l'UEMOA, mais aussi par l'octroi à la BOAD, de subventions

destinées à soutenir le financement de projets structurants.

La BOAD en bref

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) est l'institution commune de financement du développement des Etats de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). Etablissement public à caractère international, la BOAD a pour objet, aux termes de l'Article 2 de ses statuts, « de promouvoir le développement équilibré des Etats membres et de réaliser l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest » en finançant des projets prioritaires de développement. Elle est accréditée auprès des trois mécanismes de financement de la finance climat (GEF, AF, GCF). Depuis 2009, la BOAD

siège en tant qu'observateur à la CCNUCC et participe activement aux discussions relatives à la construction d'une architecture internationale de la finance climat. Elle abrite, depuis janvier 2013, le premier Centre régional de collaboration (CRC) sur le Mécanisme pour un développement propre (MDP) dont le but est d'apporter un soutien direct aux gouvernements, aux ONG et au secteur privé, pour l'identification et le développement de projets MDP. Depuis le 15 octobre 2023, la Banque co-préside avec Bancoldex, la Banque Colombienne de développement des affaires et de l'exportation, l'International Development Finance Club (IDFC), qui rassemble 26 banques nationales, régionales et bilatérales de développement du monde entier.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigeria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Togo / Incendie du marché d'Agoè-Assiyéyé

Le Président de la République solidaire des commerçantes

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a reçu en audience, ce 22 décembre 2023, une délégation des femmes commerçantes du marché d'Agoè-Assiyéyé, à la suite de l'incendie qui a ravagé cette infrastructure la nuit précédente.

Le chef de l'Etat a ainsi tenu à exprimer sa solidarité et celle de toute la nation aux victimes de ce sinistre qui intervient à une période de forte activité commerciale, à la veille des fêtes de fin d'année. Il a adressé à la délégation de commerçantes des mots de réconforts et de soutien, tout en exhortant toutes les personnes concernées au calme en vue de poursuivre des réflexions pour une prompte sortie de crise. Le chef de l'Etat n'a pas manqué de prodiguer également des conseils de prudence à l'endroit des commerçants, au regard du risque accru d'incendie en cette période

d'harmattan. Au nom des victimes, la présidente des commerçantes du marché d'Agoè-Assiyéyé, Madame Akosiwa Agudze, a remercié le Président de la République pour cette marque de proximité et pour l'écoute attentive dont elles ont fait l'objet. « Dans notre douleur, le chef de l'Etat ne nous a pas oubliées. Nous sommes réconfortées de l'avoir rencontré et rassurées par le message qu'il nous a délivré. Il nous a rassurées de sa disponibilité. Nos cœurs sont apaisés et nous appelons tous nos membres à ne pas se décourager. Cette situation est tragique mais nous sommes confiants que ce n'est pas

la fin. Nous trouverons une issue avec l'appui des autorités ». Pour finir, a-t-elle ajouté, « Nous allons transmettre les conseils du Président, son message de compassion et ses mots d'encouragement à toutes les commerçantes et à tous les commerçants du marché d'Agoè-Assiyéyé. Nous le remercions pour son soutien ». Un incendie ravageur s'est déclenché dans la nuit du 21 décembre au marché d'Agoè Assiyéyé, entraînant d'importants dégâts matériels et occasionnant des pertes considérables aux commerçants, en dépit de la mobilisation des secours.



Togo/HCRRUN

Plus de 3600 victimes touchées en 2023

Le haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN), dans sa mission d'indemnisation, a touché 3604 victimes pour le compte de l'année 2023. Ceci a été révélé le jeudi 21 décembre 2023, lors d'une conférence-bilan animée par les responsables de cette institution.

● Hélène Martelot

Selon les premiers responsables de ladite du Hcrrun, le bilan est positif et les objectifs ont été atteints. Ce bilan correspondant à la 6ème étape de mise en œuvre du programme de réparation. Le Hcrrun a pu satisfaire un total de 3 604 victimes dans le cadre du volet indemnisation. Les statistiques fournies par les experts de l'ONG AIMES-Afrique, partenaire du Hcrrun indiquent que le taux de satisfaction des victimes s'établit à 99,14%. Quant à la base de données du HCRRUN, elle indique que de décembre 2017, date du démarrage du volet indemnisation à ce jour, un total de 27 243 victimes a bénéficié du programme de réparation individuelle, ce qui correspond à une enveloppe d'environ 20 milliards de francs CFA. La commission nationale spéciale d'enquête indépendante ressort que 3 449 victimes répertoriées et les 22 415 dépositions de la CVJR, y compris les victimes citées dans les dépositions dites collectives, ont bénéficié du programme de réparation. Pour les responsables de Hcrrun, sur les volets indemnisation et réadaptation, l'essentiel du chemin est fait même si il reste encore des victimes ou des ayants-droits qui ne sont pas encore touchés par les réparations en raison des difficultés liées à leur localisation et à leur identification. « Lorsqu'on sait les difficultés inhérentes au financement des programmes de réparation en général, et particulièrement à la mise en œuvre des volets indemnisation et réadaptation dans les processus de justice transitionnelle, l'on peut se faire une idée des efforts consentis par notre pays. L'on peut également mesurer la volonté politique qui anime le président de la République, initiateur de ce mécanisme d'apaisement des



cœurs, de cohésion sociale et de réconciliation nationale », a fait savoir Awa Nana Daboya, présidente du Hcrrun. Aussi faut-il souligner que cette réparation est faite à la fois avec une autre qui est la construction d'un centre médico-social en faveur des populations de Niki-Niki et des villages environnants dans la préfecture de Blitta. Ainsi que la réadaptation qui inclut la prise en charge médicale, psychologique et l'accompagnement des victimes nécessitant un suivi périodique en raison de leur état de santé. « Je suis heureuse d'annoncer à ces populations que leurs vœux et leurs requêtes relatives à l'affectation du personnel qualifié et à l'acquisition d'équipements et de produits de première nécessité en vue du démarrage de ce centre médico-social ont été acceptés », a déclaré Awa Nana Daboya. En ce qui concerne les orphelins mineurs des victimes décédées, et en application de la recommandation N°49 de la commission

vérité justice et réconciliation (CVJR), le Hcrrun a poursuivi en 2023 la mise en œuvre du programme de bourses et d'aides au bénéfice de ces enfants démunis. Relativement aux personnes vivant en situation de handicap, les victimes souffrant de troubles mentaux ou de blessures physiques consécutives aux violences subies, l'institution a amplifié et diversifié le suivi avec le concours de l'ONG AIMES-Afrique. Il est à noter qu'à partir de l'année prochaine, le Hcrrun envisage de diminuer l'organisation des opérations itinérantes qui ont consisté à faire déplacer fréquemment ses équipes à travers les différentes localités du pays pour y indemniser les victimes. Cependant, il rassure que tout sera mis en œuvre afin qu'aucune victime clairement identifiée à partir des dépositions, des plaintes et des témoignages contenus dans les conclusions des deux commissions susmentionnées ne soit laissée pour compte.



Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimations ; Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
RÉSERVES DE CHANGE ZONE UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles



COMMISSARIAT GENERAL

COMMISSARIAT DES SERVICES GENERAUX

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

APPEL A CANDIDATURES INTERNES ET EXTERNES N° DDG /2023/OTR/CG/CSG/DRHFP
Pour le recrutement d'un Directeur de l'Informatique et des Technologies de l'Information

Dans le souci de satisfaire ses besoins en ressources humaines, l'Office Togolais des Recettes (OTR), lance un appel à candidatures internes et externes aux togolais répondant aux conditions suivantes, pour le recrutement du personnel au poste de **Directeur de l'Informatique et des Technologies de l'Information** au Commissariat des Services Généraux :

CONDITIONS COMMUNES A REMPLIR

- Avoir une formation de base de niveau minimum Bac + 5 dans l'un des domaines suivants : science/génie informatique, génie logiciel, sécurité des systèmes d'informations ou dans une discipline similaire ;
- Justifier d'une expérience professionnelle pertinente d'au moins dix (10) ans en matière informatique et technologie de l'information ou domaine similaire, dont au moins sept (07) ans à un poste de responsabilité, au rang minimum de chef division ou chef de service dans une administration des finances, des recettes fiscales et douanières ;
- Etre agent en activité à l'OTR de la catégorie professionnelle principale (P3) et avoir obtenu des cotations au moins « Bon » au cours des deux dernières évaluations annuelles (2021 et 2022) (**Candidatures internes**) ;
- Etre âgé de cinquante-cinq (55) ans au plus au 31 décembre 2023 (**Candidatures externes**) ;
- Etre de moralité et d'intégrité irréprochables ;
- Ne pas être sous le coup d'une procédure disciplinaire ou d'une procédure/condamnation pénale.

Les termes de référence du présent avis d'appel à candidatures peuvent être retirés au siège de l'Office ou téléchargés sur le site web de l'Office aux adresses ci-dessous mentionnées, tous les jours jusqu'à la date de clôture des candidatures.

DOSSIER DE CANDIDATURE

Les personnes intéressées par le présent appel à candidature doivent adresser sous pli fermé à l'attention de Monsieur le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) :

- Une lettre de manifestation d'intérêt datée et signée du candidat ;
- Un curriculum vitae détaillé et actualisé précisant la durée des expériences professionnelles, les contacts téléphoniques et électroniques ;
- Une copie des diplômes, titres et expériences évoqués ;
- Une copie des résultats des deux (02) dernières évaluations annuelles de performance (candidat interne).
- Une quittance de dix mille (10 000) francs CFA payable auprès de la section recrutement de l'OTR.

L'enveloppe portant à l'extérieur uniquement la mention « **Directeur de l'Informatique et des Technologies de l'Information** » et contenant les pièces exigées, est déposée contre récépissé au siège de l'OTR (adresse ci-dessous) aux heures suivantes : 07H30 à 12H30 et 14H30 à 17H30, tous les jours ouvrables et ce au plus tard le 31 JAN 2024

Office Togolais des Recettes (OTR), 41, Rue des Impôts, Immeuble OTR,
BP : 20823, Tél. : 22 53 14 00, Site web : www.otr.tg

Lomé le

15 DEC 2023

Le Commissaire Général pi

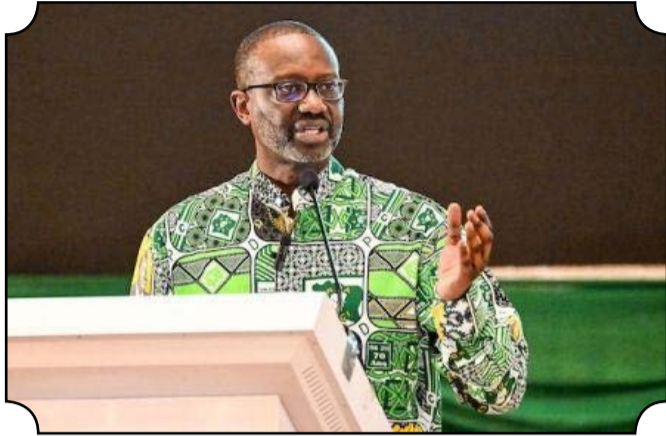
Philippe Kokou B. TCHODIE

Côte d'Ivoire

Tidjane Thiam 3e président élu du PDCI

Tidjane Thiam a été élu hier président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) avec plus de 96% des voix lors d'un congrès à Yamoussoukro. Cette victoire le positionne comme un acteur majeur pour l'élection présidentielle de 2025.

L'ancien directeur général de Crédit Suisse succède à Henri Konan Bédié, qui dirigeait le PDCI jusqu'à son décès en août à l'âge de 89 ans. Le PDCI, qui a gouverné sans interruption de 1960 à 1999, n'a plus remporté la présidence du pays depuis le coup d'État de 1999 qui a renversé Bédié. Le parti a été un allié d'Alassane Ouattara avant de rejoindre l'opposition en 2018 et de boycotter les dernières élections présidentielles. Tidjane Thiam, à 61 ans, est un parent éloigné du premier président ivoirien Félix Houphouët Boigny. Après une éducation en Côte d'Ivoire, il est devenu le premier Ivoirien à intégrer l'école Polytechnique en France et a été major de l'école des Mines en 1986. Avant de se tourner vers le secteur privé, il a occupé des postes gouver-



nementaux en Côte d'Ivoire, notamment celui de ministre du Plan, où il a initié d'importants projets d'infrastructure. Sa carrière dans le secteur privé comprend la direction de Prudential, puis de Crédit Suisse, où il a réalisé une restructuration significative. Malgré sa carrière internationale, Tidjane Thiam est resté connecté au PDCI, notamment à travers son frère aîné et par un soutien financier aux grands événements du parti.

Élu troisième président du PDCI depuis sa fondation en 1946, Tidjane Thiam aspire à une gestion collégiale et inclusive du parti, mettant l'accent sur la collaboration, la transparence et le respect mutuel. Il appelle à l'unité et à l'engagement collectif pour la réussite du parti. « Nous sommes une famille et dans une famille, chaque voix compte. » a-t-il déclaré.

Avec Agence Ecofin

Achat de cinq avions

Ethiopian Airlines et Citi signent un accord de prêt de 450 millions de dollars

Ethiopian Airlines, le plus grand transporteur d'Afrique, annonce le 2 décembre 2023, un accord de prêt historique de 450 millions de dollars qui financera cinq nouveaux avions Boeing : trois Boeing 737-8 et deux Boeing 777F (Cargo).

● Nicole Esso

Le prêt sera garanti par la valeur des cinq avions et a été organisé exclusivement par les équipes Corporate Banking, Export Agency et Finance de Citi. Il est garanti par l'Export-Import Bank des États-Unis (EXIM). Ethiopian Airlines est un client de longue date de l'activité Treasury and Trade Solutions (TTS) de Citi, et leur soutien et leur partenariat ont joué un rôle déterminant dans la conclusion de l'accord. Les différentes parties de la banque, travaillant toutes ensemble, reflètent la capacité unique de Citi à offrir différents services bancaires aux clients ayant des besoins transfrontaliers. Le prêt de 450 millions de dollars constitue le plus important financement d'avions accordé par Citi en Éthiopie au cours de la dernière décennie et contribuera à soutenir à la fois la tentative de la banque d'accroître sa présence dans la région et le plan de croissance ambitieux de la compagnie aérienne. Les cinq nouveaux appareils porteront la flotte d'Ethiopian Airline à 150 appareils au total et la livraison de tous les appareils sera achevée dans l'État



américain de Washington en décembre. Ces nouveaux arrivants aideront Ethiopian à desservir toutes ses destinations en accélérant son expansion à travers le monde et renforceront encore davantage la position d'Ethiopian Cargo & Logistics Services en tant que plus grand opérateur de réseau de fret en Afrique. Ethiopian Airlines a l'ambition de porter sa flotte à plus de 270 avions d'ici 2035. Saluant le partenariat de longue date entre les deux parties, le PDG du groupe Ethiopian Airlines, M. Mesfin Tasew, a déclaré : « Nous sommes heureux d'annoncer que nous avons conclu un accord avec Citi pour garantir un prêt de 450 millions de dollars américains. La taille de notre flotte en ajoutant cinq nouveaux avions, trois B737-8 MAX et deux 777 Freighter. Nous sommes reconnaissants du partenariat mutuellement bénéfique que nous avons établi avec Citi et sommes impatients de le renforcer davantage. L'expansion de la flotte étant l'un de nos

pilliers de croissance stratégique, nous continuerons à étendre et à moderniser la taille de notre flotte afin de développer notre activité et d'atteindre de nouveaux marchés. Akin Dawodu, responsable de Citi pour l'Afrique subsaharienne, a commenté : « Citi est au service d'Ethiopian Airlines depuis de nombreuses décennies et nous sommes heureux de soutenir sa croissance en finançant cinq nouveaux avions. Beaucoup de travail a été consacré à la concrétisation de cet accord, et c'est grâce aux relations solides et à la connectivité de Citi, tant au sein du pays qu'à travers notre réseau mondial, que nous avons pu y parvenir. Nos partenaires Banking et Treasury and Trade Solutions ont joué un rôle déterminant dans la réalisation de cet accord, et je tiens à remercier toutes les équipes pour leur collaboration. Citi travaille avec Ethiopian Airlines depuis 45 ans, soutenant les opérations de trésorerie et la gestion du fonds de roulement de la compagnie aérienne dans 27 pays sur cinq continents. Le réseau mondial inégalé de Citi continuera à soutenir l'expansion d'Ethiopian Airlines en Afrique, en Asie, aux Amériques, en Europe et au-delà.

Burkina Faso

La BAD soutient la formation d'ingénieurs de conception à l'ISGE

À 24 ans, Josias Idani envisage son avenir professionnel avec une belle confiance. Après des études couronnées par un diplôme d'ingénieur de conception en juin 2023, il nourrit aujourd'hui l'ambition de faire grandir la société, dont il a posé les fondations dès novembre 2022 avec deux camarades de promotion. Les premiers pas semblent prometteurs.

« Notre spécialité, c'est l'audit énergétique. Depuis le démarrage de notre activité, nous avons déjà travaillé pour la représentation locale d'une compagnie de transport maritime et une ONG internationale. Ce sont des petits marchés, mais c'est bien pour commencer », se félicite le jeune homme. Josias Idani s'appuie sur une solide formation reçue durant cinq ans à l'Institut supérieur de génie électrique (ISGE) de Ouagadougou, la capitale burkinabè. Créé en 2003 à l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina, en partenariat avec l'École supérieure d'ingénieurs en génie électrique (ESIGELEC) de Rouen (France), l'établissement est cogéré par dix-sept entreprises et institutions publiques intéressées par la problématique de l'énergie électrique et de son utilisation. L'institut est spécialisé dans l'électricité industrielle et les énergies renouvelables, les réseaux informatiques et télécommunications, et la maintenance industrielle. Pendant plusieurs années, il se limitait à former des techniciens supérieurs (bac+2) et des ingénieurs de travaux (bac+3). Face aux besoins exprimés par les entreprises, l'établissement ouvre, en 2016, un cycle d'« ingénieur de conception » (bac+5), composé des options « génie des systèmes électriques » et « génie des systèmes numériques ». « Nous avons été encouragés en cela par le boom minier au Burkina Faso, qui faisait que ces profils étaient très recherchés. Certaines sociétés minières débauchaient même des ingénieurs dans d'autres entre-



● Une vue partielle du laboratoire des Systèmes électriques qui a été offert par la Banque africaine de développement.

prises », explique le directeur général de l'ISGE, Innocent Compaoré.

La Banque africaine de développement offre deux laboratoires à l'ISGE

Cette stratégie a trouvé un écho favorable auprès de la Banque africaine de développement qui, dans le cadre du volet de renforcement des capacités du Projet Dorsale Nord, a fait un don en faveur de deux laboratoires à l'ISGE pour un coût total de 555 millions de francs CFA (845 000 euros environ). « Cet appui visait à former des compétences dans le génie électrique, aptes à assurer la viabilité des ouvrages ainsi que la pérennité du projet. De façon plus générale, il est en parfaite adéquation avec l'importance que la Banque africaine de développement accorde au développement des compétences et à l'employabilité des jeunes », indique Daniel Ndoye, responsable du bureau pays de la Banque au Burkina. Le premier laboratoire, dédié aux systèmes électriques est fonctionnel depuis 2019. Doté de quinze postes de travail, il prépare les étudiants à concevoir, programmer et réparer diverses installations : ascenseurs, feux de signalisation, pompes à eau solaire, dispo-

sitifs d'énergie éolienne ou encore chaînes de production industrielle. « Nous disposons d'un matériel pédagogique de dernière génération, que ce soit dans le domaine des automatismes industriels, des énergies renouvelables ou des process industriels. Il y a quelques années, il fallait aller au Maghreb ou en Europe pour bénéficier de ce genre de formation », se réjouit Innocent Compaoré. La qualité de ces installations a été décisive dans le choix de Christine Naba de s'inscrire à l'ISGE. « La formation est excellente. Grâce aux équipements disponibles, il y a beaucoup de travaux pratiques, ce qui permet aux étudiants d'allier la théorie à la pratique, si bien qu'on ne se sent pas perdu lorsqu'on effectue des stages en entreprise. J'ai effectué les miens à la Société nationale burkinabè d'électricité et dans des entreprises d'électricité industrielle et d'énergie renouvelable. Nous avons également bénéficié de modules sur l'entrepreneuriat et le leadership qui préparent à la création d'entreprise », explique-t-elle. Elle indique être actuellement en stage de pré-embauche dans une entreprise spécialisée dans l'électrification rurale et la conception des réseaux électriques.

Avec afdb.org

Maroc

Pathé lance son cinéma avec la première salle 4DX d'Afrique

Avec des salles déjà installées au Sénégal et en Tunisie, et en attendant celle d'Abidjan, Pathé étoffe progressivement son réseau de salles africaines. Le groupe français a inauguré son premier cinéma marocain le 20 décembre.

Au Maroc, le groupe français Pathé a inauguré le 20 décembre son premier cinéma dans le pays. Nommé Pathé Californie Casablanca, il est situé à l'intérieur du centre commercial Californie Mall appartenant au groupe de grande distribution Marjane. Le bâtiment abrite 8 salles sur une superficie de 10 000 m². Le Pathé Californie Casablanca contient la première salle 4DX d'Afrique.

Il s'agit d'une salle équipée de matériel permettant d'associer les mouvements des sièges à des simulations d'effets sensoriels tels que le vent, la pluie, la neige, et certaines odeurs, pour une expérience plus immersive. « C'est la première salle de ce type sur le continent. Hormis l'équipement cinéma, pour lequel nous avons travaillé avec les collaborateurs habituels des cinémas Pathé, nous avons entièrement fait appel à

des entreprises marocaines », a déclaré Frédéric Godfroid qui révèle que le complexe a nécessité un investissement de 11 millions d'euros. Avec l'ouverture annoncée pour les prochaines semaines de son complexe d'Abidjan, en Côte d'Ivoire, Pathé se positionne comme un concurrent sérieux pour Canal Olympia, le réseau de cinémas de Vivendi en Afrique francophone.

Avec Agence Ecofin

vendredi 22 décembre 2023

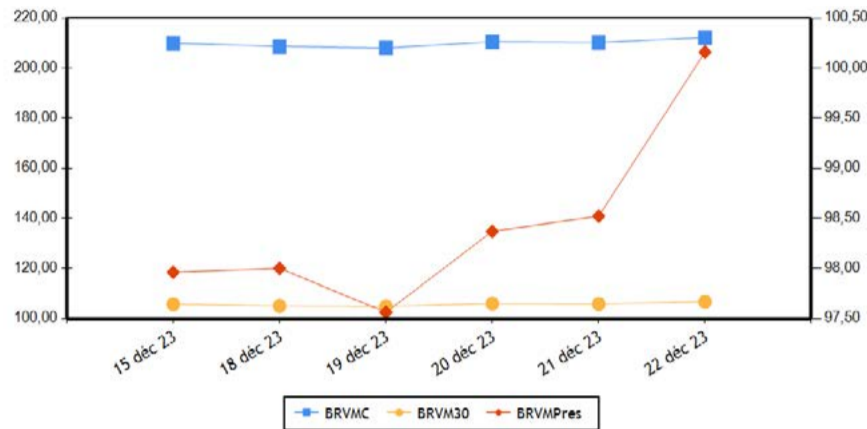
N° 243

BRVM COMPOSITE	212,09
Variation Jour	0,95 % ↑
Variation annuelle	4,36 % ↑

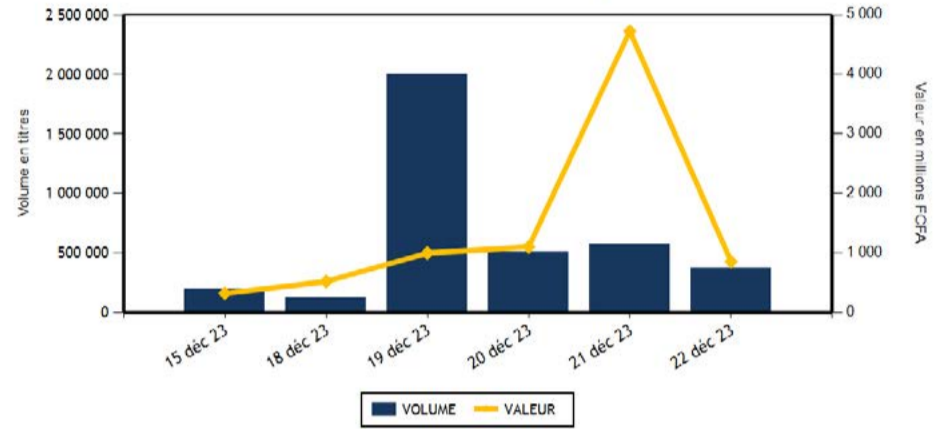
BRVM 30	106,66
Variation Jour	0,85 % ↑
Variation annuelle	6,66 % ↑

BRVM PRESTIGE	100,16
Variation Jour	1,66 % ↑
Variation annuelle	0,16 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 890 219 148 301	0,95 %
Volume échangé (Actions & Droits)	351 987	194,48 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	654 903 174	80,72 %
Nombre de titres transigés	43	16,22 %
Nombre de titres en hausse	22	175,00 %
Nombre de titres en baisse	11	-26,67 %
Nombre de titres inchangés	10	-28,57 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BICI CI (BICC)	7 495	7,38 %	9,42 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	730	7,35 %	-8,75 %
SMB CI (SMBC)	10 670	6,70 %	56,91 %
SAPH CI (SPHC)	2 200	5,77 %	-55,96 %
NESTLE CI (NTLC)	7 500	5,71 %	-9,04 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	100,16	1,66 %	0,16 %	78 256	270 354 884	6,11
BRVM-PRINCIPAL	36	103,64	-0,05 %	3,64 %	273 731	384 548 290	14,31

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	103,53	2,66 %	-0,66 %	179 333	236 925 160	42,22
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	520,81	1,03 %	6,46 %	13 338	163 199 155	8,50
BRVM - FINANCES	15	85,55	0,46 %	13,30 %	148 328	236 683 804	6,80
BRVM - TRANSPORT	2	354,83	0,00 %	3,84 %	1 094	1 581 300	7,86
BRVM - AGRICULTURE	5	158,99	0,45 %	-43,93 %	7 111	11 892 225	5,90
BRVM - DISTRIBUTION	7	335,58	1,52 %	-6,40 %	2 508	4 376 705	11,67
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 104,32	0,56 %	-5,79 %	275	244 825	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,83
Taux de rendement moyen du marché	8,41
Taux de rentabilité moyen du marché	11,29
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	133
Volume moyen annuel par séance	486 450,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 157 269 766,75

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	6,05
Ratio moyen de satisfaction	68,84
Ratio moyen de tendance	1 138,30
Ratio moyen de couverture	8,79
Taux de rotation moyen du marché	0,03
Prime de risque du marché	3,33
Nombre de SGI participantes	27

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tél : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



ADN

Cloner son animal de compagnie, c'est possible en Chine

Le marché pour recréer à l'identique son chien ou son chat est en plein essor. Il suffit d'une cellule pour le «ramener à la vie».

Le marché du clonage est en pleine expansion en Chine. La question éthique sur le fait de dupliquer un animal de compagnie à l'identique ne semble pas trop se poser, là-bas. Notons toutefois que la prouesse technique qui consiste à cloner parfaitement son chat ou son chien laisse pantois. Un reportage proposé sur la RTS, dans le «19h30» a suivi Han Weiyi, qui a décidé de cloner son



chat décédé. Pour ce faire, elle a déboursé l'équivalent de 12'500 francs. La bête qu'elle découvre a été créée à partir du troisième embryon que Nanjing Xingji Zhizao Medical Technology a cloné sur la base de la cellule de

son animal mort. Les deux premiers embryons n'ont pas survécu. «Notre technologie demande une grande précision et des équipements très coûteux. Le taux de réussite ne dépasse pas 20%,» explique Ji Lu, cofondateur de l'entreprise de clonage à la RTS. Han Weiyi, elle, s'émerveille en découvrant le chaton qui ressemble comme deux gouttes d'eau à son chat disparu.

Avec lematin.ch

Voiture électrique

Le bonus écologique pourrait baisser de 1.000 euros

Initialement de 5.000 euros, cette subvention pourrait passer à 4.000 euros pour les déciles 6 à 10, selon une source gouvernementale. Une décision justifiée, d'après cette dernière, par la hausse progressive des ventes de véhicules électriques, « les aides de l'Etat servant à amorcer les choses ». Pour autant, pas certain que la nouvelle version du bonus, basée sur des critères écologiques et excluant les véhicules fabriqués en Chine, encourage davantage l'achat de modèles français ou encore européens.

Les Français les plus aisés devront faire un effort financier supplémentaire pour se procurer un véhicule électrique. C'est du moins ce qu'impliquerait la décision du gouvernement si elle était mise en pratique : ce dernier envisagerait de baisser le bonus écologique pour l'achat d'un véhicule électrique à 4.000 euros -au lieu de 5.000 cette année - pour les ménages « des déciles 6 à 10 », selon une source gouvernementale à l'AFP, confirmant une information des Echos. Cette aide à l'achat baisserait donc de 1.000 euros pour cette catégorie de la population, mais resterait à 7.000 euros - 5.000 euros et la majoration déjà en vigueur de 2.000 euros - pour la moitié dont les revenus sont les plus modestes, toujours selon cette source qui précise néanmoins que cette décision n'est pas encore totalement arbitraire. Si elle était validée, elle prendrait effet le 1er janvier, le montant du bonus étant officiellement publié, comme chaque année, par un décret à paraître le 31 décembre au plus tard.

1,5 milliard d'euros d'aides au transport électrique en 2024

Pour justifier cette baisse du montant du bonus, la source en question explique que « les aides de l'Etat servent à amorcer les choses ». Or, les voitures électriques représentaient déjà 20% des ventes de voitures neuves sur le marché français en novembre, contre 17% en novembre 2022, selon les derniers chiffres de la Plateforme automobile (PFA).



L'objectif semble se rapprocher pour l'Etat et de tels chiffres justifient donc que « les aides commencent à baisser doucement », explique la source gouvernementale qui rappelle que les aides au transport électrique progressent globalement chaque année, à 1,5 milliard d'euros en 2024 contre 1,3 cette année et 300 millions d'euros en 2017. L'année prochaine, les plus modestes bénéficieront d'ailleurs d'un coup de pouce supplémentaire grâce au leasing de voitures électriques « à 100 euros par mois » lancé la semaine dernière par Emmanuel Macron. Concrètement les Français des cinq premiers déciles, soit ceux au revenu fiscal de référence inférieur à 15.400 euros par part, auront accès à une offre de location de véhicules électriques neufs à 100 euros par mois. Sans oublier que la prime à la conversion sera maintenue en 2024.

Des voitures françaises encore trop chères malgré le bonus

De quoi booster encore davantage les ventes. Rien de moins sûr en ce qui concerne les modèles français ou encore européens. En effet, le bonus écologique nouvelle version est basé sur les critères de production des ma-

tériels du véhicule, sa batterie ainsi que son transport et exclut donc les constructeurs chinois. En outre, les voitures électriques éligibles devront coûter moins de 47.000 euros. Ainsi, seuls quatre modèles made in France peuvent continuer à bénéficier de cette subvention : la Megane ou la Zoe de Renault, ainsi que la DS3 et l'Opel Mokka de Stellantis. Leurs prix initiaux oscillent entre 35.000 et plus de 45.000 euros, selon les options. La future R5 de Renault, annoncée au printemps 2024 et fabriquée au pôle Electricity à Douai, devrait elle aussi intégrer ce dispositif. Son prix, annoncé en dessous de 25.000 euros, pourrait être revu à la hausse.

Fin surprise du bonus en Allemagne

C'est la fin du bonus écologique sur les véhicules électriques en Allemagne. Une décision brusquement annoncée le 17 décembre dernier par le ministère de l'Economie et qui a pris effet le lendemain, date à partir de laquelle les demandes n'ont plus été acceptées. Cette décision était nécessaire « car il n'y plus assez d'argent disponible pour prendre en compte les demandes reçues après dimanche », a expliqué un porte-parole du ministère.

(Avec AFP)

L'éco en bref

Budget italien voté au Sénat avec baisses de charges et d'impôts

Le Sénat italien a adopté, vendredi, un budget 2024 qui sacrifie l'investissement au profit d'allègements de cotisations sociales et de baisses d'impôts, pour respecter les promesses électorales de la Première ministre Giorgia Meloni. Le vote de ce budget, prévoyant près de 24 milliards d'euros de nouvelles mesures de soutien aux ménages, travailleurs et entreprises, est «très sérieux et réaliste», a plaidé la cheffe de l'exécutif italien. La Chambre des dé-

putés doit valider le budget en fin de semaine prochaine, mais son adoption n'est pas en question, la coalition ultraconservatrice au pouvoir en Italie ayant la majorité nécessaire au Parlement. La principale mesure destinée à

aider les ménages à faire face à l'inflation est une baisse des charges pour les salaires ne dépassant pas 35'000 euros par an, pour un coût d'environ dix milliards d'euros pour les finances publiques.



France : la dette publique stable à 111,7% du PIB au 3e trimestre

La dette publique de la France s'est stabilisée à 111,7%

du produit intérieur brut (PIB) au troisième trimestre, comme au trimestre précé-

dent, a indiqué vendredi, l'Institut national de la statistique (Insee). Entre juillet et septembre, la dette a augmenté de 41,3 milliards d'euros pour atteindre 3088,2 milliards d'euros. La hausse de la dette en valeur absolue provient essentiellement de l'augmentation de la dette de l'Etat (+45,3 milliards d'euros).



En désaccord avec les quotas pétroliers, l'Angola se retire de l'OPEP

L'Angola a décidé de se retirer de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), sur fond de désaccord sur les quotas de production pétrolière, jugeant qu'il était temps de «se concentrer davantage» sur ses propres objectifs, a annoncé, jeudi, son ministre des Ressources naturelles. «Si nous devons rester dans l'OPEP, nous subirions les conséquences de la décision de respecter les quotas de production», a expliqué Diamantino de Azevedo. L'Angola serait alors «contraint de réduire sa production». Malgré de

nouvelles coupes annoncées en novembre, les prix du brut restent bloqués au plus bas depuis juin (entre 70 et 80 dollars le baril), tout en restant au-dessus de la moyenne des cinq dernières années.

L'OPEP et ses dix alliés de l'OPEP+ semblent avoir perdu de leur influence, entre dissensions, concurrence américaine et fébrilité face à l'urgence climatique.



États-Unis : l'inflation baisse sous les 3% en novembre

L'inflation a fortement baissé en novembre, aux États-Unis, à 2,6% sur un an, se rapprochant ainsi de l'ob-

jectif de 2%, selon l'indice PCE, jauge privilégiée par la Fed, publié vendredi par le département du Commerce. Et la révision à la baisse

d'octobre a montré que l'inflation était en fait déjà passée sous la barre des 3,0% en glissement annuel, à 2,9%. Les responsables de la Réserve fédérale la voient désormais ralentir un peu plus vite que ce qu'ils prévoyaient en septembre. Elle devrait tomber à 2,4% sur un an fin-2024, contre 2,5% précédemment anticipés. Mais il faudra attendre 2026 pour la voir retrouver le niveau souhaité de 2,0%.



Sélection AFP & REUTERS

Lutte contre le paludisme

L'OMS préqualifie un deuxième vaccin, une étape importante dans la prévention de la maladie

L'OMS a annoncé jeudi qu'elle ajoutait le vaccin antipaludique R21/Matrix-M à sa liste de vaccins préqualifiés.

« L'obtention de la préqualification des vaccins par l'OMS garantit que les vaccins utilisés dans les programmes mondiaux de vaccination sont sûrs et efficaces dans leurs conditions d'utilisation dans les systèmes de santé ciblés », a déclaré le Dr Rogério Gaspar, directeur du département Réglementation et préqualification de l'OMS. Cette préqualification signifie un accès « plus large aux vaccins en tant qu'outil clé pour prévenir le paludisme chez les enfants » et elle est « une condition préalable à l'achat de vaccins par l'UNICEF et au soutien financier pour le déploiement par Gavi, l'Alliance du Vaccin ». L'Organisation mondiale de la santé avait recommandé son utilisation pour la prévention du paludisme chez l'enfant, sur les conseils du Groupe stratégique consultatif d'experts (SAGE) de l'OMS sur la vaccination et du Groupe consultatif sur la politique en matière de paludisme, en octobre dernier.

Deux vaccins sûrs

Le vaccin R21 est le deuxième vaccin antipaludique préqualifié par l'OMS, après le vaccin RTS,S/AS01 qui a obtenu le statut de préqualification en juillet 2022. Les essais cliniques ont montré que les deux vaccins sont sûrs et efficaces pour prévenir le paludisme chez les enfants. Lorsqu'ils seront mis en œuvre à grande échelle, parallèlement à d'autres interventions recommandées de lutte contre le paludisme, ils devraient avoir un impact important sur la santé publique. Le paludisme, une maladie transmise par les moustiques, pèse particulièrement lourd sur les enfants de la région africaine, où près d'un demi-million d'enfants meurent de cette maladie chaque année. À l'échelle mondiale, en 2022, on estime à 249 millions le nombre de cas de paludisme et à 608.000 le nombre de décès dus à cette maladie dans 85 pays. La préqualification du deuxième vaccin antipaludique au monde, mis au point par l'Université d'Oxford et fabriqué par le Serum Institute of India, devrait permettre d'élargir l'accès à la prévention du paludisme par



la vaccination. La demande de vaccins antipaludiques est élevée, mais l'offre a été jusqu'à présent limitée. La disponibilité de deux vaccins antipaludiques recommandés et préqualifiés par l'OMS devrait permettre d'augmenter l'offre pour répondre à la forte demande des pays africains et d'obtenir un nombre suffisant de doses de vaccins pour tous les enfants vivant dans des zones où le paludisme constitue un risque important pour la santé publique.

Garantir des produits de santé sûrs

Dans le cadre du processus de préqualification, l'OMS applique des normes internationales pour évaluer et déterminer de manière exhaustive si les vaccins sont sûrs, efficaces et fabriqués selon les normes internationales. L'OMS s'assure également de l'innocuité et de l'efficacité constantes des vaccins préqualifiés, notamment par une réévaluation régulière, une inspection des sites et des essais ciblés. La préqualification répond aux besoins spécifiques des programmes nationaux de vaccination en ce qui concerne les caractéristiques des vaccins telles que l'activité, la thermostabilité, la présentation, l'étiquetage et les conditions d'expédition. « L'OMS évalue chaque année de

nombreux produits en vue de leur préqualification et l'essentiel de ce travail consiste à garantir un meilleur accès à des produits de santé sûrs, efficaces et de qualité », a fait valoir le Dr Gaspar.

Un engagement sans faille

La directrice du département Vaccination, vaccins et produits biologiques de l'OMS, docteure Kate O'Brien, s'est félicitée du « grand pas en avant pour la santé mondiale » que représente la préqualification du R21/Matrix-M, « le deuxième vaccin antipaludique recommandé pour les enfants dans les zones où le paludisme est endémique ». Selon Dre O'Brien, elle souligne l'« engagement sans faille » de l'OMS à éradiquer le paludisme, qui reste un ennemi redoutable à l'origine de la souffrance et de la mort d'enfants. « C'est un pas de plus vers un avenir plus sain et plus résilient pour ceux qui ont vécu trop longtemps dans la crainte de ce que le paludisme pourrait faire à leurs enfants. Avec nos partenaires, nous sommes unis dans la poursuite d'un avenir sans paludisme, où chaque vie est protégée de la menace de cette maladie », a conclu Dre O'Brien.

HOROSCOPE finance

Bélier Plusieurs planètes bénéfiques feront passer votre situation matérielle au premier plan. Vous pourrez équilibrer votre budget et même accroître votre pouvoir d'achat.

Taureau Côté finances, faites attention ! Tout ira bien si votre situation est saine et équilibrée. Mais ceux d'entre vous qui ont accumulé des dettes ou des emprunts pourront avoir momentanément du mal à s'en sortir. Négociez avec votre banquier et vos créanciers, jonglez, mais, surtout, intervenez. Vous éviterez ainsi les problèmes graves. Alors que si vous laissez la situation pourrir, il sera plus difficile encore de la redresser.

Gémeaux Excellente journée, qui peut vous valoir quelques succès sur le plan financier. Les efforts que vous avez jusqu'ici fournis s'avéreront payants. Songez à récompenser ceux qui vous ont apporté leur aide.

Cancer C'est un fait : tout le monde a besoin de plus d'argent et beaucoup cherchent désespérément les moyens de boucler les fins de mois, quelle que soit leur fortune. Mais ce n'est pas une raison pour se lancer dans des combinaisons biscornues et irréalistes. Dans les circonstances actuelles, avec les mauvaises influences de Mercure, vous n'aurez aucune chance de vous en sortir vite et sans efforts ; vous devrez encore continuer à gagner votre pain à la sueur de votre front.

Lion L'influence conjuguée de Mars et de Jupiter peut se révéler problématique. Ces deux planètes ont pour conséquence de développer l'insouciance et le besoin de consommer, tout en fragilisant les placements et investissements. A vous, maintenant que vous êtes prévenu, de réfréner vos impulsions dépensières !

Vierge Mars vous rendra exagérément optimiste et vous incitera à sous-estimer les difficultés financières. Alors, efforcez-vous, même devant des propositions alléchantes, de garder la tête froide et d'examiner à fond le problème, sinon vous risquez des pertes.

Balance Excellentes perspectives financières, grâce aux planètes qui vous sont dans l'ensemble favorables mais surtout grâce aux étoiles fixes. Deux d'entre elles ont en effet pour principal effet de favoriser l'enrichissement, voire les gains inattendus. C'est donc le moment ou jamais d'effectuer des opérations ou des investissements.

Scorpion Vénus étant en aspect favorable, tout devrait bien se passer sur le plan financier. Attention, pourtant : la déesse de l'amour, de la beauté et de l'harmonie pourrait pousser certains d'entre vous à dépenser des fortunes pour des soins esthétiques, ou à engager un décorateur pour refaire luxueusement les tapisseries du salon...

Sagittaire Quelle que soit votre situation, vous aurez la sagesse d'adopter un comportement particulièrement raisonnable : vous qui vous comportez souvent de façon un peu farfelue lorsqu'il est question d'argent, vous saurez pour une fois mettre en place une réelle gestion financière, intelligente et fructueuse.

Capricorne Les choses se calmeront sur le front financier. Mars, qui provoquait des contretemps, cessera de vous importuner ; et Saturne, de son côté, vous incitera à vous montrer raisonnable au lieu de vous obstiner à dégarnir votre compte en banque.

Verseau Vous pourriez vous féliciter de pouvoir toujours arrondir vos fins de mois, alors que bien des gens ont du mal à joindre les deux bouts. Si vous êtes assez sage, vous devriez savoir apprécier ce privilège et le considérer comme une compensation pour certains de vos désavantages sur d'autres fronts. Ne soyez pas trop gourmand : on ne peut pas tout avoir dans la vie, et il faut bien laisser quelques parts du gâteau aux autres !

Poisson En raison des bons influx astraux, ce sera le moment idéal pour vous occuper du côté matériel de votre vie : effectuer des investissements financiers, réaliser des transactions immobilières, préparer votre retraite, assurer l'avenir des vôtres, surtout celui de vos enfants. Toutes ces démarches seront grandement favorisées.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Patrie

Avis d'Appel d'Offres International (AAOI)
Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP)

AOI N° 010/ARCEP/PRMP/2023 du 11 décembre 2023

1. Cet Avis d'appel d'offres ouvert fait suite à l'Avis Général d'Appel d'Offres paru dans le quotidien national Togo-Presse n° 11504 du 17 mars 2023 à la page II.
2. L'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes dispose des fonds budgétaires, afin de financer l'acquisition d'une seconde station mobile de contrôle des fréquences radioélectriques.
3. L'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes, sollicite des offres fermes de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour l'acquisition d'une seconde station mobile de contrôle des fréquences radioélectriques. Le marché est en lot unique et les variantes sont autorisées, conformément à la clause IC 13.1 des données particulières de l'appel d'offres DPAO.
4. Les livraisons sont effectuées, dans un délai de 270 jours à compter de la date de notification du marché, à l'adresse suivante :

Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) 4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA – Immeuble ARCEP, BP : 358 Lomé, Togo

5. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini par le Code des marchés publics en vigueur et ses textes d'application, et ouvert à tous les candidats éligibles.
6. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de :

Monsieur Kanlou Zandjina DADJIOGOU ARCEP, 4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA, BP : 358 Lomé, Togo Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94 E-mail : arcep@arcep.tg avec copie à zandjina.dadjiogou@arcep.tg Site web : www.arcep.tg

et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) 4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA, BP : 358 Lomé, Togo Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94 de 8H30 à 11h30 et de 15H00 à 17H00.

Les demandes d'éclaircissements se feront du 11 décembre 2023 au 19 janvier 2024.

7. Les exigences en matière de qualifications sont :
 - les conditions légales de l'entreprise ;
 - la situation financière de l'entreprise ;
 - l'expérience de l'entreprise ;
 - l'existence d'un service après-vente assuré directement par le soumissionnaire.

Voir le DPAO pour les informations détaillées.

NB : Les soumissionnaires sont informés que leurs offres financières doivent être élaborées dans le respect des prix contenus dans la dernière version du répertoire des prix de référence (mercuriale des prix) disponible sur le site du Ministère de l'économie et des finances au <https://finances.gouv.tg>. Dans le cas contraire, leurs offres financières seront redressées

8. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de cent mille (100 000) FCFA à l'adresse mentionnée ci-après :

Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) 4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA, BP : 358 Lomé, Togo Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94 E-mail : arcep@arcep.tg

La méthode de paiement sera :

- en espèces à la direction générale de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP), sise au 4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA, BP : 358 Lomé, Togo Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94, E-mail : arcep@arcep.tg ;

- par virement bancaire sur le compte :

N° de Compte : 01030 006417500 142
Intitulé du compte : ARCEP
Banque : BICI
Code Swift : BICITGTG
Code banque : TG024

En cas de virement bancaire, les frais sont à la charge du candidat qui doit s'assurer que l'autorité contractante a reçu sur son compte le montant de cent mille (100 000) F CFA exigé.

Le Dossier d'Appel d'offres pourra être retiré directement en main propre au siège de l'ARCEP, sur le site de l'ARCEP ou envoyé par voie électronique.

9. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après :

Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) 4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA, (Secrétariat Central) Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94 au plus tard le 30 janvier 2024 à 10H00 TU.

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

10. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, d'un montant de dix-huit millions (18 000 000) FCFA. Cette garantie de soumission est une garantie bancaire délivrée par une banque installée ou représentée au Togo.
11. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de cent vingt (120) jours à compter de la date limite du dépôt des offres.
12. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le 30 janvier 2024 à 10H30 TU à l'adresse suivante :

Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) 4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA, dans la salle de l'ARCEP prévue à cet effet BP : 358 Lomé, Togo Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94 E-mail : arcep@arcep.tg.

La Personne Responsable des Marchés Publics

4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA – Immeuble ARCEP - BP 358 Lomé, Tél : (228) 22 23 63 80, Fax : (228) 22 23 63 94 E-mail : arcep@arcep.tg, Site Web : www.arcep.tg

Lutte contre la prolifération des produits chimiques

ANIAC fait le bilan annuel de ses activités 2023

L'Autorité nationale pour l'interdiction des armes chimiques au Togo (ANIAC-Togo) a fait le bilan de ses activités de l'année 2023, lors d'une conférence-bilan, le vendredi 22 décembre à Lomé.

Cette séance a regroupé plusieurs administrations publiques et privées. Elle a permis, au-delà du bilan annuel des activités, de susciter un regain d'intérêt sur les risques et menaces chimiques qui constituent les grands défis sécuritaires actuels auxquels chaque pays doit faire face dans son processus de développement socio-économique. Il ressort du bilan que l'ANIAC-Togo, dans sa mission d'assister le gouvernement dans la conception et la mise en œuvre de la politique nationale sur l'interdiction et la destruction des produits chimiques, des mesures législatives, réglementaires et administratives ont été initiées. Ces mesures concourent à l'application effective de la Convention sur l'interdiction des Armes Chimiques. Au titre des actions, l'ANIAC-Togo a coordonné les départements ministériels allant dans le sens de la maîtrise des risques et menaces chimiques. Des séances de sensibilisation et de renforcement de capacités des acteurs publics et privés ont été organisées sur les mesures de sûreté et de sécurité chimiques. L'ANIAC-Togo a procédé à l'inspection des sites de stockage et de destruction de pro-



duits chimiques et toxiques. Conformément à ce cahier de charges, l'ANIAC-Togo a défini, courant cette année 2023, une prévention qui s'articule autour de 3 piliers à savoir : l'information, la sensibilisation et la lutte collective. A cet égard, elle a interpellé toute la population à une synergie d'actions, agir en amont et en aval dans le contrôle de l'utilisation des produits chimiques et des explosifs au Togo. Le président par intérim de l'ANIAC-Togo, Col Akpamoua Koffi a indiqué que pour lutter efficacement contre les armes chimiques et contribuer à la promotion de la paix et la sécurité, la communauté internationale a adoptée, le 29 avril 1997 la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC) qui a pour but d'exclure complètement la possibilité de l'emploi des armes

chimiques dans le monde. Il a expliqué que cette convention interdit la mise au point, la production, l'acquisition, la conservation, le transfert et l'utilisation d'armes chimiques. La convention, il-t-il dit, impose à ses 193 Etats parties, dont le Togo, une veille constante pour que les produits chimiques ne soient détournés à des fins terroristes ou criminelles. Il a fait savoir que ces produits chimiques sont utilisés dans les domaines de l'industrie, l'agriculture, l'environnement, la santé et le commerce, ainsi les risques et les menaces chimiques deviennent plus inquiétantes. L'ANIAC-Togo a été créée le 4 novembre 2015 par décret présidentiel. Elle est une structure de coordination et de supervision de toutes les activités liées aux produits chimiques.

Avec ATOP/GMM/KYA

Serie A

Victor Osimhen prolonge à Naples jusqu'en 2026

Courtisé par plusieurs clubs européens après sa superbe saison, Victor Osimhen prolonge finalement l'aventure avec Naples. Mais il disposera désormais d'une clause libératoire.

Il devait animer le marché des transferts et être au cœur d'une guerre des cadors, entre Manchester United, Chelsea, le Bayern Munich et le PSG. Mais Aurelio de Laurentiis est un président qui sait manœuvrer, et il l'a prouvé en court-circuitant tout ce beau linge. Il y a eu récemment une réunion entre le président de Naples et l'agent du Nigérian, Roberto Calenda, pour définir les derniers



détails d'une prolongation de contrat. C'est maintenant officiel : Victor Osimhen a finalement prolongé son contrat avec Naples d'une

année supplémentaire, lui qui était initialement lié jusqu'en 2025. Les deux parties sont satisfaites, avec un nouveau contrat jusqu'en 2026, une revalorisation salariale et une clause libératoire entre 120 et 130 millions nets, selon l'édition italienne de Sky Sports. Cette dernière est là pour contenter le joueur, qui sait qu'une porte de sortie existe.

Avec footmercato.net

Bas-Mono/ Droit à l'identité

Des acteurs communautaires sensibilisés à Afagnan

Le ministère des Droits de l'homme, de la Formation à la citoyenneté, des Relations avec les institutions de la République a organisé le vendredi, 22 décembre à Afagnan, une journée d'échanges, d'informations et de sensibilisation des acteurs communautaires sur le droit à l'identité.

Placée sous le thème « droit à l'identité : nécessité de déclarer l'enfant dès la naissance », cette rencontre a mobilisé des chefs cantons, villages et de quartiers, les responsables de groupements de femmes, de jeunes, des parents d'élèves, des organisations de la société civile, des comités de développement à la base et agents de l'état-civil et autres personnalités. Elle s'inscrit dans la dynamique de la feuille de route gouvernementale 2020-2025. L'objectif est de contribuer à promouvoir les droits des enfants et d'inciter les parents à déclarer les enfants dès leur naissance. L'activité a permis de sensibiliser les participants sur l'importance des pièces d'identité, au respect des délais de déclaration de naissance et de s'approprier les documents nécessaires à l'enregistrement des naissances. A travers cette activité, le ministère en charge des droits de l'homme entend renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et garantir la paix pour la consolidation du développement social. Le chef division action pédagogique, Kantché Yokbey a souligné



que l'acte de naissance est la première pièce qu'une personne doit acquérir dès sa naissance. C'est elle qui détermine réellement l'existence de la personne. Il a renseigné les participants sur ce que c'est le droit à l'identité et les étapes de la déclaration de naissance. L'exposant a instruit son auditoire sur l'importance et la nécessité d'être enregistré dès la naissance. Il a indiqué que le défaut d'enregistrement à la naissance est une violation du droit inaliénable de l'enfant à bénéficier d'une identité dès sa naissance et à être considéré comme un membre de la société. « Du coup, cet enfant perd ses droits à la santé, à l'éducation, à la protection contre les abus et l'exploitation familiale » a-t-il relevé. M.

Kantché a rappelé les autres pièces d'identité à savoir le certificat de nationalité, la carte d'identité nationale, le passeport, les certificats de mariage et de décès. « À partir du moment où l'enregistrement et la délivrance des actes de naissance à l'état-civil sont gratuits, les parents devront tout faire pour déclarer leurs enfants dès la naissance. La déclaration des naissances demeure une condition indispensable pour que chaque personne ait le droit de participer à la vie sociale, culturelle et politique du pays » a conclu M. Kantché Yokbey. Cette sensibilisation s'est déroulée en présence du préfet de Bas-Mono, Sogbo Kokou Amétépé.

Avec ATOP/DK/KYA

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres			
Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7
Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100			
Produits échangés			
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Produits hydrauliques, y.c. les ciments colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100			

Réveillon

du Nouvel An

 **Dim. 31 déc.**
à partir de **20h00**

Diner
au Restaurant
SONGHAÏ,
27^{ème} étage

60.000
FCFA**

BBQ
à **AKWABA**
pool bar & grill
AMBIANCE DJ

30.000
FCFA*

*par personne, Un verre de cocktail à base de vodka ou fruit punch inclus
Politique enfant : 6 à 12 ans -50%, et moins de 6 ans en gratuité

**100.000 FCFA pour les couples

Réservez 48 heures à l'avance

+228 22 23 86 00

Foodbev@hotel2fevrierlome.com



2 FEVRIER
HOTEL-LOME
★★★★★